

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 06 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



TOTALENERGIES Petrochemicals France

Établissement de Carling
BP 90290
57500 Saint-Avold

Références : ST_AVOLD_TEPF_2022-06-28_RAPVI_inspection_14-06-2022_SCK_31576

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2022 dans l'établissement TOTALENERGIES Petrochemicals France implanté Établissement de Carling BP 90290 - 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 10/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES Petrochemicals France
- Établissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT dans GUN : 0006201762
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

La société TotalEnergies Pétrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations au sein de la plateforme Carling/Saint-Avold. Cet établissement est classé Seveso Seuil Haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures et de polymères, ainsi que des installations communes comprenant des installations de stockage et de distribution de matière première.

Le contrôle a concerné en particulier les installations de l'atelier Polyéthylène (PE).

La présente inspection porte sur la problématique de la gestion et de la maîtrise des risques technologiques et en particulier sur l'analyse des accidents et presqu'accident ainsi que sur le réexamen quinquennal des études de dangers.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques technologiques ;
- Réexamen des études de dangers;
- Maîtrise des risques;
- Système de Gestion de la Sécurité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Réexamen de l'étude de dangers - Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 (partiel)	/	Sans objet
Décomposition L41 - Événement du 11/08/2021	Code de l'environnement du 14/06/2022, article R.512-69	/	Sans objet
Décomposition L41 - Événement du 05/12/2021	Code de l'environnement du 14/06/2022, article R.512-69	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la présente inspection ont porté sur les mesures de maîtrise des risques mises en œuvre au sein de l'atelier Polyéthylène concernant un scénario accidentel de l'étude de dangers ainsi que sur 2 décompositions d'éthylène accidentelles survenues en 2021.

Les constats ont mis en évidence plusieurs observations concernant :

- la nécessité de mise en œuvre rapide des actions correctives concernant le secours électrique des équipements de sécurité de l'atelier ;
- la traçabilité des actions menées, y compris les actions de formation et de sensibilisation du personnel, s'inscrivant dans le cadre du SGS ;
- la mise à jour des procédures concernées par la mise en place d'actions correctives faisant suite à un événement accidentel.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Réexamen de l'étude de dangers - Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques
Prescription contrôlée : 3. Élaboration de l'étude de dangers en fonction des conclusions de l'analyse de risques. L'étude de dangers que l'exploitant remet à l'administration contient les principaux éléments de l'analyse de risques, sans la reproduire. L'étude de dangers décrit les mesures de conception, les mesures d'ordre technique et les mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et/ou les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique. [...] Elle contient par ailleurs a minima les informations prévues à l'annexe III. Annexe III : [...] 3. Identification et analyse des risques d'accident et moyens de prévention : a) Description détaillée des scénarios d'accidents majeurs possibles et de leurs probabilités ou conditions d'occurrence comprenant le résumé des événements pouvant jouer un rôle dans le déclenchement de chacun de ces scénarios, que les causes soient d'origine interne ou externe à l'installation ; [...] d) Description des paramètres techniques et équipements installés pour la sécurité des installations. [...]
Constats : L'étude de dangers PE (Polyéthylène) a été révisée par l'exploitant en octobre 2017 et a fait l'objet d'une notice de réexamen en décembre 2019. Le contrôle a été réalisé par sondage sur certaines installations de l'atelier PE prises en compte dans cette étude de dangers (EDD). Il a en particulier porté sur la cohérence des nœuds papillons permettant la détermination de la probabilité des scénarios majeurs et la présence des mesures de maîtrise des risques (MMR) valorisées dans les scénarios. Les constats réalisés concernant le scénario de perte de confinement du ballon 12 bars (R3100) ou de la trémie HP R3101 de la ligne L43 sont précisés en partie confidentielle du présent rapport. Les documents présentés et les constats de terrain ne soulèvent pas d'observation.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Décomposition L41 - Événement du 11/08/2021

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/06/2022, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 11/08/2021, un fax d'alerte concernant la survenue d'une décomposition d'éthylène sur la ligne 41 de son atelier PE à 4h du matin de la même date.</p> <p>Un rapport d'événement répondant aux prescriptions de l'article R.512-69 du code de l'environnement a ensuite été transmis par courriel du 30/08/2021.</p> <p>Ce rapport détaille :</p> <ul style="list-style-type: none">- les installations impliquées ;- la chronologie de l'événement ;- l'analyse des causes sous la forme d'un arbre des causes ;- les conséquences de l'événement ;- les actions prises ou envisagées immédiatement ainsi qu'à court et à long terme avec les délais de mise œuvre envisagés et le pilote de l'action. <p>Le présent contrôle a porté sur la compréhension de l'événement accidentel d'une part et les actions mises en œuvre par l'exploitant pour prévenir la survenue d'un événement similaire. Les constats sont précisés en partie confidentielle du présent rapport. Ils font l'objet de 2 observations que l'exploitant doit prendre en considération et qui sont détaillées en partie confidentielle.</p>
Observations : cf partie confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Décomposition L41 - Evenement du 05/12/2021

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/06/2022, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incident ou d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation , à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 05/12/2021, un fax d'alerte concernant la survenue d'une décomposition d'éthylène sur la ligne 41 de son atelier PE à 22h54 de la même date.</p> <p>Un rapport d'événement répondant aux prescriptions de l'article R.512-69 du code de l'environnement a ensuite été transmis par courriel du 17/01/2022.</p> <p>Ce rapport détaille :</p> <ul style="list-style-type: none">- les installations impliquées ;- la chronologie de l'événement ;- l'analyse des causes sous la forme d'un arbre des causes ;- les conséquences de l'événement ;- les actions prises ou envisagées immédiatement ainsi qu'à court et à long terme avec les délais de mise œuvre envisagés et le pilote de l'action. <p>Le présent contrôle a porté sur la compréhension de l'événement accidentel d'une part et les actions mises en œuvre par l'exploitant pour prévenir la survenue d'un événement similaire. Les constats sont précisés en partie confidentielle du présent rapport. Ils font l'objet de 2 observations que l'exploitant doit prendre en considération et qui sont détaillées en partie confidentielle.</p>
Observations : cf partie confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet